NOTRE PRIME.

"AU PIED DE LA CROIX."

Gravé par A. DANSE, d'après le Tableau du célèbre Peintre THOMAS.

Cette superbe gravure, chef-d'œuvre artistique et religieux, est à l'heure qu'il est sous presse, et dans quelques jours sera prête à être distribuée à ceux de nos abonnés qui se trouvent dans une des catégories suivantes :

1o. Ceux qui auront payé leur abonnement courant, pourvu que le terme pour lequel ils auront payé renferme les trois premiers mois de l'année prochaine.

2o. Ceux dont l'abonnement expire le, ou avant le 1er Janvier prochain, et qui le renouvelleront, en payant le terme courant et les six mois suivants, d'avance.

3o. Enfin les nouveaux abonnés qui donneront leurs noms d'ici au 1er Janvier, et paieront pour six mois en s'abonnant.

N. B.—Les nouveaux abonnés peuvent faire dater leur abonnement soit du 1er Mai dernier (numéro dans lequel commence le roman de l'Intendant Bigot, et dans ce cas, ils devront payer un an d'abonnement), soit du 1er Janvier prochain.

Ces conditions que nous mettons à la distribution de notre PRIME paraîtront justes et raisonnables à tous nos abonnés, lorsqu'ils auront vu cette gravure. Rien de semblable n'a jamais été publié jusqu'à ce jour en Amérique, et personne ne peut en acheter une copie nulle part à moins de CINQ DOLLARS. C'est le prix de la gravure que nous donnons aux abonnés de l'Opinion Publique. Nous n'en dirons pas davantage.—Voyez la gravure et jugez-en par vous-mêmes. Nos agents la recevront partout d'ici au 1er Novembre. Ceux de nos abonnés qui résident dans des endroits où nous n'avons pas d'agent, recevront par la poste, en se conformant aux conditions susdites, leur gravure, soigneusement roulée sur un bois, et les frais de poste payés.

Montréal, 26 Octobre 1871.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 21 DECEMBRE, 1871.

Nous sommes heureux de constater l'empressement que nos abonnés mettent à payer leur abonnement, et le désir, l'impatience qu'ils éprouvent de recevoir leur prime. Les premiers venus, c'est-à-dire, les premiers payant, seront servis les premiers, comme de droit. Mais tous seront servis en bon temps. Rouler, envelopper, adresser 10,000 gravures, avec les précautions qu'il faut prendre, les enregistrer dans nos livres, &c., tout cela ne peut se faire qu'avec un peu de temps. Mais avec l'aide de nos excellents agents, qui nous débarrassent d'une bonne partie de la besogne, ça sera bientôt fini. Nous espérons que tous nos abonnés se seront mis dans les conditions voulues, et auront reçu leur prime, avant le 15 Janvier.

NOTRE NUMERO DE NOEL.

L'Opinion Publique de la semaine prochaine, portant date du 28 décembre, sera un numéro de gala. D'abord, au lieu de 12, il comptera 16 pages, dont les deux centrales reproduiront un tableau d'une beauté plus ordinaire.—L'Enfant Jésus qui sommeille, et sa Divine Mère qui le contemple. Ce tableau, d'après le célèbre peintre Carlo Dolce, a pour titre : "Parce Somnum rumpere !" ("Ne le réveillez pas.") Plusieurs autres des gravures se rapporteront spécialement aux fêtes de Noël.

Nous commencerons, dans ce numéro, la publication d'un feuilleton par M. Faucher de St. Maurice, intitulé : "Sur la Brune," et composé de contes et légendes canadiennes. Nous l'avions annoncé un peu d'avance dans notre feuille du 26 octobre.

A TRAVERS LE TIMES.

M. de Villemessant, du Figaro, a été voir le Comte de Chambord à Lucerne, pour l'engager à abdiquer. L'illustre solitaire a refusé; il maintient ses droits. Il se croit appelé à régénérer la France. Il semble aujourd'hui loin du trône, plus loin que jamais, suivant la sagesse des hommes. Pourtant, de tous ceux qui se prétendent appelés à gouverner la France,—Orléanistes, Bonapartistes, et républicains de toute nuance,—il est bien le seul qui professe les seuls principes qui puissent la sauver.

Le Times s'amuse beaucoup de l'attitude du dernier des Bourbons; il le plaisante même cruellement; il en fait un portrait chargé et le constitue en une impossibilité politique absolue. Chambord est profondément catholique; il est bien au Vatican. C'en est assez pour que le Times le foudroie en compagnie du Pape. Mais il est dans la nature de ce journal de se contredire toujours, de se souffleter très-souvent quand il parle des choses et des hommes du catholicisme.

La vérité lui arrache, dans le même article, des aveux qui prouvent précisément que la France ne peut trouver le salut que dans un gouvernement du genre de celui que Chambord seul voudrait lui donner. Le Comte de Chambord, dit-il, est probablement le seul Français dont on connaisse parfaitement les intentions, le seul français qui sache ce qu'il veut, qui n'a jamais varié, qui ne peut pas varier, et qui n'en fait point mystère.

La confession est déjà compromettante. C'est déjà beaucoup, en France, pour un prétendant que de savoir ce qu'il veut. Il est curieux, après cela, de lire ce qu'il dit des autres partis qui gouvernent et veulent gouverner la France; il est intéressant de voir comment, en passant, il flagelle ce pauvre Thiers, que tout récemment encore il élevait jusqu'aux nues.

Il peut sembler facile, continue-t-il, de se rire des rêves auxquels s'est livré ce dernier rejeton d'une race royale dans sa longue solitude. Mais n'y a-t-il pas quelque chose de réellement plus désolant dans le cercle vicieux où la France s'est toujours débattue depuis qu'elle a voulu trancher par la révolution le nœud, le problème qu'elle n'a pu résoudre par la réforme? Les choses en sont venues à une telle impasse qu'une simple insinuation de M. Thiers qu'on va probablement transférer à Paris le siège du gouvernement, est regardée comme un pas immense vers l'établissement d'un gouvernement libre, fort et prospère. Ce ne serait pourtant là régler qu'une question entre cent autres toutes vitales; une seule question, et, encore, d'une importance relativement secondaire. Quant aux grands problèmes qu'imposent la forme du gouvernement, une réforme électorale nécessaire, la dissolution prochaine ou éloignée de l'assemblée, une reconstruction de l'Exécutif, un plan de taxation, une nouvelle assiette financière, une politique commerciale, il en est à peine question. Dans l'état actuel des choses, ces grandes questions ont-elles la chance de faire un pas vers une solution satisfaisante? M. Thiers s'occupe d'armées; il visite les camps et les garnisons; il fait des plans pour fortifications et suspend les journaux impérialistes; mais il ne montre pas l'ombre d'un projet arrêté, mûri, pas même l'ombre d'une tendance: il n'ose avancer et reste immobile et muet. La même hésitation, la même impuissance existe dans les rangs de tous les partis. On dirait qu'il n'y a qu'un Français qui sache réellement ce qu'il veut, et ce français, c'est le comte de Chambord. Lui seul sait qu'il a des droits, quoiqu'il n'ait ni le pouvoir de les faire valoir, ni la volonté d'y renoncer. Les prétentions de M. Gambetta sont à peine moins exorbitantes, et beaucoup plus inintelligibles. Il place le drapeau rouge, comme Henri V, le drapeau blanc, au-dessous même de la volonté populaire. Il avoue que le peuple n'a pas d'inclination pour une république démocratique; qu'il n'est pas assez avancé pour cette forme de gouvernement et qu'il faut l'y préparer par l'éducation. Néanmoins, M. Gambetta insiste pour que le peuple jouisse de la république démocratique, parce que lui, M. Gambetta, la veut.

A part l'inconvenance du parallèle entre Chambord et Gambetta, qui vient d'arborer ouvertement le drapeau de la démocratie anti-religieuse, ce croquis de la situation est frappant de vérité, et il n'y a rien à en retrancher. Evidemment le Times est stupéfait de la consistance du comte de Chambord; le respect le gagne malgré lui en face du seul Prince qui ose dire ouvertement: "je ne veux pas, moi, régner par la ruse, le mensonge et la force; honnête homme et catholique, je ne veux gouverner la France que lorsqu'elle voudra d'un souverain honnête homme et catholique."

En bonne logique, le Times aurait dû conclure autrement et s'abstenir de prédire que Henri V ne commandera jamais aux Français. Il nous semble, à nous, que moins les Français sauront ce qu'il leur faut, que moins les chefs sauront où ils vont, plus cette pauvre France aura besoin d'un homme, d'un prétendant "qui sache ce qu'il veut," ce qui convient au pays et de quel côté diriger ses forces vives: le Comte de Chambord deviendrait donc de plus en plus possible.

Au reste, il ne faut pas être prophète ni être bien fin observateur du cours des événements en France pour voir que Henri V a autant de chances d'arriver que les autres prétendants dont les perspectives paraissent les plus brillantes. Tout est possible dans l'état actuel de la France, état que Louis Veillot burine ainsi en traits de feu:

"La France est faite à tout, se prête à tout. Depuis l'escamotage du 4 septembre, exécuté par tant de complicités diverses et criminelles, la France est entrée dans une série de monstrueux prodiges au milieu desquels elle reste comme hébétée, ne comprenant plus rien, ne pouvant se retrouver elle-même, se sentant comme désormais incapable d'indignation, de résistance et même de simple étonnement. Elle présente, on ne sait quelle image grotesque d'imbécillité dans l'agonie: un moribond qui rit stupidement en regardant des

guenons qui le pillent et le souillent pendant qu'il meurt; et au fond, tout au fond de sa pensée expirante, par éclairs, les tortures d'une honte épouvantée de ne pouvoir plus sentir de courroux ni trouver de larmes. Nous en sommes là comme d'autres, en vérité."

Le Times, comme bien d'autres journaux, se trompe, publie de faux rapports, mais il ne se retracte jamais, ne répare jamais le mal fait; c'est au-dessous de sa dignité. Il vient d'en donner une nouvelle preuve dans les affaires de Rome.

Jules Favre, ou le "Prince des Jules," comme l'appelle Louis Veillot, avait publié, faussant une dépêche de l'ambassadeur français à Rome, que le Pape ne tenait plus à la souveraineté temporelle et qu'il en était profondément dégoûté. Il va sans dire que le Times approuvait beaucoup ce nouveau dégoût du Pape et qu'il le combla d'éloges à cet effet. Le démenti arriva. Le "Prince des Jules" s'était trompé; il avait mal lu la dépêche de l'ambassadeur, et il eut le courage de se retracter de bonne grâce. Le Times n'imita pas cet exemple, de sorte que les Anglais, et ils sont nombreux, qui ne lisent que ce journal, sont aujourd'hui bien convaincus que Pie IX ne tient plus à ravoir ses Etats volés par Victor-Emmanuel et qu'un petit coin de Rome lui suffit.

Cette persistance du Times à ne publier ni rectification ni rétractation, nous rappelle une vieille histoire de journalisme, dont le siège est dans le Far West. Un journal annonça, un jour, que monsieur un tel avait été pendu la veille pour crime de meurtre. Ce monsieur un tel était un citoyen fort respectable, qui n'avait jamais été pendu de sa vie. Il court voir le rédacteur-en chef.

"Vous annoncez, lui dit-il tout essouffé, que D... de M... a été exécuté hier pour crime de meurtre. C'est faux du tout au tout; je suis moi-même ce monsieur D... et je n'ai même jamais été accusé."

"—Vraiment! fait le journaliste sans se déranger, j'en suis fâché."

"—Vous allez rectifier de suite, dès demain; le mal sera d'autant moins grand que vous rectifierez plus vite."

"—Rectifier! rétracter! nous ne le pouvons pas."

On conçoit la stupéfaction du faux pendu, qui n'osait en croire ses oreilles. Il recommence son explication et ses instances, et le journaliste, de guerre lasse, lui offre un compromis. "Il est contre les principes, contre les règles, pour un journal respectable, de se retracter. Mais, ajoute notre rédacteur avec magnanimité, comme votre cas est exceptionnel et que vous me paraissez être un parfait gentleman, je puis aller jusqu'à annoncer que vous n'avez pas été pendu parce que la corde s'est cassée. C'est le plus que je puis faire sans sortir de la dignité de mon rôle."

Des exemples de ce genre, même dans notre pays, sont moins rares qu'un vain peuple ne pense: nous avons, nous aussi, nos cas d'infailibilité de presse. Nous y reviendrons sûrement.

J. A. MOUSSEAU.

RÉSUMÉ PARLEMENTAIRE.

Les principales questions débattues, la semaine dernière, par la Chambre d'Assemblée ont été les suivantes:

L'ASILE DE BEAUPORT.

On sait que le gouvernement donne tous les ans aux propriétaires de cette institution de 80 à 100,000 piastres. Cette année, le gouvernement demandait \$114,000. La Chambre allait voter, lorsqu'une interpellation de M. Holton amena la découverte que le gouvernement avait fait douze jours avant la session un contrat avec les propriétaires de l'Asile pour dix ans à raison de \$120,000 par année. C'était un renouvellement plutôt qu'un nouveau contrat, car il y en a un qui lie le gouvernement depuis plusieurs années et qui doit expirer dans dix-huit mois.

M. Joly proposa aussitôt un vote de censure blâmant le gouvernement d'avoir disposé d'une partie si considérable des revenus sans l'assentiment préalable de la Chambre. La discussion fut vive des deux côtés; le gouvernement ne tenta pas même de prouver que sa conduite dans cette affaire était constitutionnelle. Il ne chercha qu'à satisfaire la majorité qu'il avait agi dans un bon but et dans l'intérêt public. C'est exactement sur une question semblable, sur l'aliénation des fonds publics sans l'approbation de la Chambre que le gouvernement d'Ontario vient d'être battu. Mais le Cabinet de Québec a une majorité plus fidèle, plus dévouée que celui d'Ontario. Elle a approuvé le gouvernement. Si c'est lorsque les gouvernements ont tort qu'ils connaissent leurs amis, ils ont eu là une bonne occasion de faire cette expérience.

Il y a de terribles nécessités de parti auxquelles un gouvernement ne devrait pas soumettre ses partisans, car plusieurs de ceux qui ont supporté le ministère seront battus aux prochaines élections à cause de ce vote.

Voici comment la Chambre s'est divisée:

Pour la motion de M. Joly: MM. Joly, Holton, Marchand, Fournier, Molleur, Lafontaine, Laberge, Larocque, Bachand, Cassidy, Daigle, David, DeBeaujeu, Laframboise, Sanders, Sylvestre.—16.